

L'EUROPE SOCIALE

Session du 11 avril 2025

Alors que les enjeux sociaux avaient retrouvé une place centrale dans le débat européen avec la proclamation du Socle européen des droits sociaux en 2017, puis à travers de nombreuses initiatives portées durant le précédent mandat — notamment dans le contexte de la crise du COVID-19, qui a rappelé l'importance des systèmes de santé et de protection sociale —, ils semblent aujourd'hui menacés d'une relégation au second plan face à la montée des priorités liées au commerce, à la compétitivité et à la défense.

C'est dans ce contexte que la promotion de l'Académie Notre Europe s'est réunie le 11 avril dernier à la Maison Heinrich Heine pour réfléchir au rôle que peut jouer l'Union européenne en matière d'emploi et de protection sociale.

À cette occasion, nous avons eu l'honneur d'accueillir Nicolas Schmit, ancien Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, qui est revenu à la fois sur les principales avancées sociales de ces dernières années et sur les grands chantiers à venir pour l'UE à l'horizon 2030.

Gabrielle Antoniewski et Emma Bonniol nous livrent ici leur compte rendu de cet échange.

Nicolas Schmit a été Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux entre 2019 et 2024. Il a auparavant été ministre du Travail du Luxembourg ainsi qu'ambassadeur, représentant permanent du Luxembourg auprès de l'UE.



Quel est selon vous le message à retenir de ce débat croisé ?

Gabrielle : J'ai trouvé essentiel le message de l'ancien Commissaire Nicolas Schmit sur la transition écologique, industrielle et numérique. Pour lui, la réindustrialisation de l'Europe ne pourra réussir que si elle est socialement juste. Il faut anticiper les reconversions professionnelles, accompagner les secteurs en mutation — comme l'automobile — et éviter de recréer des déserts industriels. Cela passe par un investissement massif dans les compétences.

Il a également souligné l'impact à venir de l'intelligence artificielle sur les métiers : même si on ne peut pas encore mesurer précisément le nombre d'emplois concernés, les transformations seront profondes, et appellent des réponses sociales fortes.

Emma : Un des messages les plus forts selon moi, c'est que l'Europe sociale ne peut plus être reléguée au second plan. Historiquement, les politiques sociales ont été considérées comme secondaires dans le projet européen, mais cette logique ne tient plus. « Il est temps de mettre les pendules sociales à l'heure », a affirmé Nicolas Schmit.

Il a aussi insisté sur la difficulté de construire une Europe sociale à vingt-sept, en particulier après les élargissements successifs qui ont accentué les disparités économiques et sociales. Une refondation institutionnelle serait souhaitable, même si elle reste politiquement difficile à obtenir.

Qu’avez-vous appris ou bien, quelle information vous a le plus marquée ?

Emma : J’ai découvert l’importance du Sommet social de Porto, où un plan d’action a été adopté pour mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux. Ce sommet a marqué un tournant dans la reconnaissance politique des enjeux sociaux à l’échelle européenne. Nicolas Schmit a aussi évoqué le rapport Draghi, qu’il trouve lucide dans son diagnostic, mais trop peu attentif à la dimension sociale des transitions. Il a insisté sur le fait que la compétitivité européenne ne pourra être assurée que si elle s’accompagne de solidarité, pour ne pas nourrir les fractures sociales et le populisme.

Gabrielle : Au-delà des grands principes, j’ai été frappée par son analyse très concrète de la crise des systèmes de santé en Europe. Selon lui, elle est généralisée : entre la pression budgétaire, le vieillissement de la population et l’évolution technologique, tous les pays de l’UE sont concernés. Les métiers du soin sont sous-valorisés, mal rémunérés, peu attractifs – ce qui pose un problème de cohésion sociale et d’accès aux soins.

L’ancien Commissaire européen a aussi rappelé que le social reste en grande partie géré au niveau national, et que l’Union doit respecter le principe de subsidiarité. Cela n’empêche pas de fixer des standards communs, mais impose de tenir compte des capacités et traditions des États membres. Il a cité l’exemple de la directive sur les salaires minimums, qui – malgré sa potentielle remise en cause juridique par certains États membres – ne fixe pas un montant uniforme, mais établit un cadre européen pour garantir à chacun un niveau de vie décent et pour renforcer la négociation collective à l’échelle nationale.

Sur quoi ont porté les questions de la promotion et quelles ont été vos impressions sur les réponses apportées ?

Emma : Les questions ont rapidement touché des sujets très concrets, comme la mobilité des professionnels de santé, la crise hospitalière ou le financement des retraites. Il a aussi souligné que certaines solutions passent par l’immigration qualifiée, à condition que les conditions d’accueil soient dignes et attractives.

Gabrielle : Sur l’impact des droits de douane américains, Nicolas Schmit a répondu que l’Europe devait devenir moins dépendante de ses marchés extérieurs. Il a expliqué que le modèle d’hypermondialisation, s’il a permis de sortir des millions de personnes de la pauvreté à l’échelle mondiale, a aussi fragilisé certaines régions européennes, en provoquant des pertes d’emplois durables. Pour lui, il faut désormais rééquilibrer ce modèle, en investissant davantage, en relocalisant certaines chaînes de valeur, et en s’appuyant plus fortement sur le marché intérieur européen, qui reste une source de croissance essentielle.

La citation du jour

« Pour une convergence politique, il faut une convergence sociale. Ce serait une erreur de dire qu’il y a plus important à faire. »

Nicolas Schmit



Gabrielle Antoniewski,
membre de la
promotion
2024-2025



Emma Bonniol,
membre de la
promotion
2024-2025

